

PRESS/60
15 novembre 1996

LES MINISTRES DE 29 PAYS LES MOINS AVANCES SE REUNISSENT
A L'OMC POUR PREPARER LA CONFERENCE DE SINGAPOUR

13-15 novembre 1996

"Comment les pays les plus pauvres du monde peuvent-ils devenir des partenaires à part entière dans l'économie mondiale et comment les rattacher au train express que nous appelons mondialisation?" a demandé M. Renato Ruggiero, Directeur général de l'OMC, lorsqu'il a pris la parole le vendredi 15 novembre devant des ministres et des hauts fonctionnaires de 29 pays les moins avancés réunis à l'OMC.

La réunion de trois jours était organisée par le Secrétariat de l'OMC avec le concours financier des gouvernements de la Norvège, de la Corée et de la République tchèque. Elle avait principalement pour but d'aider les ministres des pays les moins avancés à mieux connaître l'OMC, ses objectifs et ses fonctions, à évaluer l'importance d'un rôle accru dans le système commercial multilatéral ainsi qu'à examiner les exigences et les possibilités découlant du nouvel environnement commercial.

Dans son allocution, M. Renato Ruggiero a évoqué trois priorités immédiates pour l'avenir:

- aider les pays les moins avancés à se faire mieux entendre à l'OMC et à utiliser davantage le système, comme les pays en développement le font déjà;
- utiliser les nouvelles technologies pour élargir le cercle des connaissances et compétences dans le domaine du commerce et "permettre à vos décideurs et négociants de prendre davantage conscience des possibilités qu'offre le système commercial mondial et d'être mieux à même de les exploiter". Le développement des nouvelles technologies de l'information ouvrirait également "de nouvelles possibilités très intéressantes d'exploiter la ressource la plus précieuse du monde en développement - sa population";
- renforcer encore la collaboration entre les institutions multilatérales dans le cadre de programmes d'assistance technique. L'OMC et la CNUCED, avec le Centre du commerce international, ont déjà pris des dispositions importantes en faveur des pays les moins avancés. "Ce genre de collaboration est un bon début. Mais nous devons aussi travailler étroitement avec toutes les autres organisations compétentes - que ce soit les institutions des Nations Unies, les organisations de Bretton Woods ou les divers

organismes régionaux - pour faire en sorte que les ressources et les compétences de la communauté internationale restent ciblées et coordonnées en répondant aux besoins les plus pressants au niveau mondial. Et ce qui est plus important encore, c'est que notre collaboration doit être orientée vers un objectif ou une vision plus large."

M. Rubens Ricupero, Secrétaire général de la CNUCED, a parlé de la participation des pays les moins avancés (PMA) au système commercial multilatéral et de la promotion du développement équitable. Il a instamment demandé à tous les donateurs, y compris les organisations internationales et les pays en développement avancés, de faire des efforts concertés et coordonnés.

Selon M. Ricupero, un soutien bilatéral et multilatéral serait précieux pour les programmes destinés à réduire l'encours de la dette des pays en développement, améliorer l'infrastructure physique des services sociaux nécessaires pour attirer massivement les investissements privés, renforcer les capacités technologiques et améliorer les compétences locales, élargir l'accès aux marchés pour les PMA, promouvoir la coopération régionale et renforcer le pouvoir de négociation des PMA pour qu'ils puissent participer effectivement aux négociations commerciales futures à l'OMC ainsi que définir précisément leurs priorités de développement et préserver leurs intérêts commerciaux dans le cadre du système commercial multilatéral.

La réunion a porté sur des aspects touchant le commerce et le développement qui relevaient des Accords du Cycle d'Uruguay et les possibilités d'élaborer une politique de soutien pour aider les pays les moins avancés à surmonter les blocages au niveau de l'offre et à exploiter pleinement les possibilités commerciales qui leur étaient offertes. Une attention particulière a été accordée à la coopération technique multilatérale pouvant être fournie par le biais de l'OMC.

La réunion visait également à faciliter les travaux préparatoires en vue d'assurer une participation effective à la Conférence ministérielle de l'OMC qui va se tenir à Singapour au mois de décembre. Certaines des grandes questions inscrites au programme de travail de cette Conférence ont été expressément abordées. La participation des ministres des pays les moins avancés à la Conférence ministérielle de Singapour est capitale car, à cette occasion, les Membres de l'OMC feront le bilan du fonctionnement du système commercial multilatéral, examineront les questions concernant la mise en oeuvre et définiront l'orientation future des activités à l'OMC.

La participation à la Conférence des ministres des PMA Membres de l'OMC et des hauts fonctionnaires qui les accompagneront sera financée sur un fonds spécial créé à cet effet et alimenté par des contributions généreuses de l'Union européenne, des Pays-Bas, de la Belgique, du Danemark, de la Finlande, de l'Australie et de Singapour. En outre, la Fondation Friedrich Ebert (Allemagne) fournira une assistance financière pour aider les journalistes venant des pays les moins avancés et de certains autres pays en développement à assister à la Conférence et à rendre compte de ses travaux.

La réunion a été ouverte par M. William Rossier, Président du Conseil général de l'OMC. Des discours-thèmes ont notamment été prononcés par M. Alec Erwin, Ministre du commerce et de l'industrie de l'Afrique du Sud, M. Tofael Ahmed, Ministre du commerce et de l'industrie du Bangladesh, Mme Kari Nordheim-Larsen, Ministre de la coopération pour le développement de la Norvège et M. Nacer Benjelloun-Touimi, Président du Comité du commerce et du développement.

On peut se procurer le texte de tous les discours au Secrétariat de l'OMC.

FIN